

Jean-François Sirinelli

Ce monde que nous avons perdu

Une histoire du vivre-ensemble

TALLANDIER
ESSAIS

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-3300-9

À Laurette, une fois encore.

À mes étudiants, au fil des décennies.

« [L'enseignement de l'histoire est] tel un océanographe qui, refusant de lever les yeux vers les astres, sous prétexte qu'ils sont trop loin de la mer, ne saurait plus trouver la cause des marées. Le passé a beau ne pas commander le présent tout entier. Sans lui, le présent demeure inintelligible. »

Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*,
rédigé durant l'été 1940, publié en 1946.

AVANT-PROPOS

L'étrange langueur

Avant même que vienne, en 2020, le temps d'un vivre-ensemble momentanément ou durablement réduit aux aguets par la crise sanitaire, celui-ci semblait depuis plusieurs décennies déjà fortement corrodé et réduit aux acquêts d'un héritage républicain apparemment largement dispersé, voire dilapidé. Il suffit, pour s'en persuader, de recenser pour la seule année 2019 quelques-uns des titres d'ouvrages qui eurent alors en commun de s'interroger, avec des approches diverses, sur une parcellisation supposée de la société française, devenue une société-archipel selon le mot de Jérôme Fourquet, auteur de *L'Archipel français* qui, précisément, fut un succès de librairie de cette même année. La concomitance et la convergence de ces titres constituent indéniablement un indice de dérèglement : *Le Grand Écart. Chronique d'une démocratie fragmentée* (Pascal Perrineau), *Les Invisibles de la République* (Salomé Berlioux et Erkki Maillard), *Les Luttes de classes en France au XXI^e siècle* (Emmanuel Todd), et donc *L'Archipel français*.

Surtout, 2019 a été le moment où se sont succédé deux crises sociales aiguës – les « gilets jaunes », en branle depuis l'automne précédent, puis le mouvement contre la réforme des retraites –, l'année suivante fut endeuillée par des meurtres et des attaques terroristes, et le mot séparatisme

s'est alors introduit dans le débat politique. Il y a bien là quelques symptômes qui débouchent sur la nécessité d'un diagnostic : où en est aujourd'hui l'État-nation France dans sa consistance comme dans sa cohérence ? Est-il raisonnable de considérer, comme on le fait parfois, qu'il est redevenu par fragmentation « l'agrégation inconstituée de peuples désunis » que constatait Mirabeau en 1789 ? Ou bien, au contraire, cette « grande solidarité » et « ce désir clairement exprimé de continuer la vie commune » tels que Renan se représentait la nation en 1882 prévalent-ils encore en son sein ?

Ces questions sont d'autant plus cruciales que, de fait, elles n'ont pris une telle intensité que depuis quelques décennies. La mutation présumée se serait donc opérée à l'échelle d'une vie humaine, comme si le temps s'était accéléré et que son écoulement était devenu un éboulement pour le vivre-ensemble. Ce processus nous étant ainsi directement contemporain, une science sociale, la sociologie, a vocation à nous éclairer en premier lieu : par-delà les différences d'écoles de pensée et d'approches en son sein, il lui appartient en effet de prendre pour objet les phénomènes de socialisation. En d'autres termes, il lui revient d'étudier comment les groupes sociaux se constituent et coexistent au sein d'une communauté humaine, en l'occurrence ici la France contemporaine. Sur ce point, le lecteur pourra, s'il le souhaite, se reporter avec profit au matériau brut rassemblé par cette discipline ainsi qu'aux analyses qu'elle en tire.

L'historien, de ce fait, peut-il tout de même être utile à la réflexion nécessaire sur l'état de cette France contemporaine ? Sa fonction, on le sait, est de rendre compte du passé, ce qui le place apparemment loin de la situation d'aujourd'hui. Mais il travaille aussi, et tout autant, sur le temps et sur son action à l'intérieur des groupements humains. Or le vivre-ensemble français et son éventuelle fragmentation ne

peuvent réellement s'appréhender que remis en perspective chronologique : de fait, chacun de ces groupements, et parmi eux l'État-nation France, n'existe qu'en avançant dans le temps, qui y imprime sa marque. Et la discipline historique est celle qui est habilitée à étudier ce temps qui passe et ce temps qui presse – dans tous les sens du verbe –, voire le temps qui reste. Bien plus, c'est elle qui a pour vocation de placer ces analyses sous le signe d'un balancement constant entre le *micro* des destinées individuelles et le *macro* de leurs divers agencements collectifs. Or le vivre-ensemble se situe précisément à la croisée de ces deux dimensions. L'historien a donc une double légitimité à jouer sa partition aux côtés des tenants des autres sciences sociales dans la compréhension de notre présent.

Que le lecteur se rassure : il ne s'agira pas de remonter, dans les pages qui suivent, à la Préhistoire. Une telle mise en perspective permet au contraire de repérer deux moments clés, somme toute récents à l'échelle de notre histoire nationale, où le vivre-ensemble s'est tissé puis retissé. Le passé proche, de fait, a déposé sur notre communauté nationale deux strates successives qu'il nous faudra d'abord sonder, car s'y retrouvent bien des linéaments de ce présent, en d'autres termes sa pré-histoire. La première est constituée par ce que l'on appellera dans ce livre la *civilisation républicaine*. Une telle expression, assurément, devra être explicitée et discutée, mais un fait historique est indéniable : le vivre-ensemble d'aujourd'hui puise encore largement dans la nappe phréatique laissée par cette civilisation républicaine. D'autant qu'une telle nappe a connu une réalimentation dans les décennies d'après guerre : la mise en place, à la Libération, puis l'épanouissement de l'État providence, lui-même sous-tendu par la croissance conquérante des Trente

Glorieuses, ont ressourcé l'écosystème sociopolitique constitué lors de la première phase.

Cela étant, cette vigueur retrouvée s'est-elle conservée jusqu'au XXI^e siècle, et la nappe républicaine a-t-elle gardé aujourd'hui sa densité et son pouvoir d'imprégnation ? Le fait qu'il y ait actuellement débat à ce propos constitue déjà en soi le symptôme d'un possible affaiblissement. D'autant que nombre d'observateurs contemporains apportent une réponse négative à une telle question. La « République une et indivisible » de la nappe initiale aurait laissé la place à des « territoires perdus », et aux « jours heureux » – tel était le titre du programme du Conseil national de la Résistance – du second XX^e siècle aurait même succédé le temps d'une « société archipel ». Bien plus, lors de son départ de la Place Beauvau en octobre 2018, un ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, alla jusqu'à évoquer une société du « côte à côte » et sa « crainte », de surcroît, que celle-ci ne se transforme en « face-à-face ». Ou, pour le dire encore autrement, les *autres* de la fraternité partagée – ceux par exemple de *Vincent, François, Paul et les autres*, film repère des années 1970 – devenus les *nôtres* de l'identité fractionnée, alors même que les deux mots étaient largement interchangeables dans l'écosystème républicain.

Le sens des mots, au demeurant, est ici essentiel : du vivre-ensemble est-on passé à ce « côte à côte », voire à ce « face-à-face » ? Ou sont-ce là de simples formules, avant tout destinées à un effet d'alerte, à frapper les esprits sur un processus encore enrayable ? Le mieux, en fait, est de partir de ces mots, et en premier lieu des trois plusieurs fois déjà utilisés dans les premières pages de ce livre : le vivre-ensemble. Leur usage par l'historien est assurément délicat, car l'expression qu'ils constituent est aujourd'hui devenue polémique, les uns la récusant pour angélisme politique supposé, les autres la brandissant comme le totem d'une

intégration des immigrés les plus récents qui continuerait, à leurs yeux, à être efficiente. Trop lénifiante ou à l'inverse trop incantatoire, faut-il donc s'en débarrasser ? Critiquée de toutes parts, elle ne peut de fait, en apparence, qu'exposer son usager à l'incompréhension ou au sarcasme. Elle a pourtant été conservée ici, pour trois raisons au moins.

La première est de pure commodité : l'expression rend bien compte, sémantiquement, de l'objet de cette étude, la coexistence sociale au sein d'une communauté nationale. Bien plus, en dépit des reproches qui lui sont adressés, elle conserve une charge relativement neutre. Certes, une autre expression, l'être-ensemble, est sans doute encore davantage exempte de diverses connotations, mais elle induit une acception trop passive, en définitive difficilement opératoire pour l'historien : le vivre-ensemble suppose une forme de volontarisme, notamment politique, tandis que l'être-ensemble suggère une donnée brute, un conglomerat déposé par l'Histoire davantage qu'un édifice bâti, habité et entretenu par un groupe humain. Au demeurant, ces deux expressions ne sont pas les seules dans le champ lexical concerné : le faire-société, l'être-commun, l'être-ensemble et donc le vivre-ensemble sont utilisés indifféremment. De ce fait, et c'est une troisième raison, le choix effectué ici, outre le critère de commodité et le souci de redonner à la communauté humaine étudiée une aptitude supposée à peser sur le cours de son existence historique, a pris en considération un principe d'illustration. Par rapport aux dangers annoncés du « côte à côte » puis du « face-à-face », le vivre-ensemble, de fait, est l'expression qui, sémantiquement, rend le mieux ou le moins mal compte de l'actuelle possible dérive de l'écosystème républicain. Si l'on veut paraphraser la phrase de Gérard Collomb, sa crainte est bien de voir le vivre-ensemble se dégrader en ne-plus-

vivre-ensemble puis en vivre-contre. Les mots, ici, parlent d'eux-mêmes.

On remarquera toutefois que le vivre-ensemble n'est pas la seule expression à fournir un antonyme avec lequel forger un binôme pour rendre compte des troubles actuels de la coagulation nationale : vivre-ensemble et vivre-contre, donc, mais aussi l'être-ensemble et l'être-soi ou encore l'être-commun et le communautarisme. Et on soulignera qu'il convient, pour cette raison même, de ne pas se priver des presque synonymes du vivre-ensemble. À eux tous, ils rendent compte, et leurs antonymes tout autant, des différentes dimensions du sujet qui nous occupe. Les binômes que l'on vient de relever sont, en effet, révélateurs de deux registres, au moins, d'appréhension du sujet : le lien social, possiblement miné par l'individualisme, mais aussi les principes de l'État-nation, apparemment mis à mal par des sensibilités culturelles ou cultuelles qui leur seraient devenues antithétiques. Les effets cumulés, en quelque sorte, de l'être-soi et de l'entre-soi. Registres distincts, mais de fait effets cumulatifs : le vivre-ensemble contemporain serait ainsi doublement érodé.

Et la tâche de la discipline historique s'en trouverait doublement compliquée. Les processus observés sont-ils liés ou simplement concomitants ? Ont-ils les mêmes causes initiales ou relèvent-ils de phénomènes distincts ? Une tâche plus complexe, donc, mais devenue encore plus nécessaire. La réponse à de telles questions n'en rend, en effet, que plus indispensable encore la mise en perspective chronologique de l'histoire du vivre-ensemble. Celle-ci, en première analyse, nous livre d'ailleurs une piste précieuse. Si, à l'échelle de notre histoire nationale, les troubles de ce vivre-ensemble sont le plus souvent brusques, à l'occasion de guerres ou de fractures politiques, l'une des singularités de la dégradation actuelle est qu'elle

relève d'un mécanisme plus lent, puisque déjà pluridécennal, et surtout qu'elle n'est pas intrinsèquement ou prioritairement politique. La V^e République, en tant que régime, est restée d'abord peu concernée par une telle dégradation avant d'en être, on y reviendra, affectée plus récemment.

La sphère du politique, ici, a donc été bien davantage la caisse de résonance et d'amplification de la crise que son lieu d'incubation principal. Mais elle est, de nos jours, touchée à son tour, et un tel constat confirme le lien quasi structurel qui existe en France entre cette sphère politique et le vivre-ensemble. En d'autres termes, un des éléments constitutifs de celui-ci est bien l'État-nation, en l'occurrence depuis un siècle et demi la République, qui n'est pas seulement la forme française de la démocratie libérale, mais aussi, plus largement, le creuset du lien social. Et si ce livre entend contribuer à comprendre la situation du faire-société dans la France d'aujourd'hui, dans une telle perspective la République de 2021 apparaît bien comme une sorte de palimpseste, ces parchemins que l'on grattait jadis pour en permettre le réemploi : sous son histoire récente affleurent non seulement un récit des origines, mais aussi les traits constitutifs d'un ensemble civilisationnel dont nous sommes aujourd'hui les héritiers et peut-être les enfants prodiges.

Cet ensemble, on le verra, présentait bien des failles et comptait des oubliés et des soutiers, mais il était parvenu à une indéniable solidité. Après l'effondrement de 1940, l'historien Marc Bloch, dans un livre d'autant plus poignant que sa publication fut posthume, s'était interrogé à chaud sur « l'étrange défaite » – tel était le titre du livre – d'une nation qui semblait invincible. Le même sentiment d'étrangeté, entendu dans un double sens d'incompréhension et de singularité, survient, dans un contexte historique il est vrai totalement différent, à la vision d'un écosystème républicain

aujourd'hui confronté au processus d'une irrésistible dégradation. Ressourcé à la Libération, institutionnellement renforcé en 1958, consolidé par la puissante croissance des Trente Glorieuses, cet écosystème semble donc connaître un destin dont la phase actuelle, en contraste avec ce qui précéda, interpelle le citoyen mais questionne aussi l'historien. Les clés de son étrange langueur se trouvent peut-être dans les plis de son passé proche.

Pour opérer des allers et retours entre ce passé proche et notre présent, le lecteur peut dès maintenant se reporter, s'il le souhaite, au chapitre premier. Cela étant, l'historien, toujours soucieux de précision, doit encore dissiper de possibles malentendus sur les termes qui permettent un grattage plus aisé du palimpseste ou, pour filer une autre métaphore, un déchiffrement moins ardu des divers éléments du vivre-ensemble que la civilisation républicaine a inscrits à l'encre sympathique au fil de ce passé proche.

PALIMPSESTE, MODE D'EMPLOI

Avant même de tenter d'amorcer un tel grattage du palimpseste républicain ou de faire apparaître cette encre sympathique tracée au temps de Marianne triomphante, il faut dissiper d'emblée deux possibles malentendus concernant l'objet ainsi examiné : l'écosystème républicain. En premier lieu, observons que cet examen n'est possible que si l'on gratte également la gangue constituée par le sentiment de perte qui enveloppe parfois cet écosystème et le transforme alors en une reconstitution à la Viollet-le-Duc : la République telle qu'elle devrait être. Ce scrupule, il est vrai, ne doit pas conduire à nier l'évidence : notre vivre-ensemble est bien le produit d'une réalité historique qui s'est

peut-être altérée aujourd'hui mais qui exista en son temps. Par-delà l'apparente tautologie d'un tel rappel, c'est bien, en fait, l'un des objectifs de cet ouvrage qui se perçoit en filigrane : tout en évitant d'être un livre de contes, avec la description d'un paradis perdu, ou de comptes, avec l'inventaire de bienfaits républicains supposément disparus, il peut tout de même s'entendre comme un traité d'histoire à l'usage des différentes générations actuelles de Françaises et de Français, celles qui connurent encore l'écosystème au temps de son rayonnement comme celles pour lesquelles il paraît n'en être plus qu'une version lessivée par l'histoire récente. Cela étant, même les plus âgés de ces Français n'ont eu un contact direct qu'avec la seconde mouture de la civilisation républicaine, celle, on le verra, qui fut régénérée par la mise en place de l'État providence après la Libération puis consolidée par la prospérité des Trente Glorieuses. Si le « troisième âge » actuel a baigné durant une partie de son existence dans cette seconde mouture, même pour lui celle-ci devient peu à peu une image rétinienne.

Force est donc de le constater : une telle civilisation républicaine devient progressivement un monde que nous avons perdu. Pour autant, il faut le redire, le premier malentendu possible concernant son approche historique consisterait en une sorte de quête, celle de l'Eldorado d'une République à moitié rêvée, qui déboucherait *de facto* sur une histoire tout à la fois édifiante et nimbée de nostalgie. En même temps, une société, collectivement ou pour chacun de ses membres, a droit à la nostalgie. Et, bien sûr, à la quête de son passé. Non pour entrer dans l'avenir les yeux tournés vers ce passé, et donc à reculons, mais pour examiner ce que le temps qui passe a fait de ce passé ! Et notamment pour analyser ce qui a conduit cette société à dire « nous », et durant combien de temps.

C'est une question bien complexe, en effet, que l'aptitude d'un groupe humain, à un moment donné, à s'agréger par un processus de consentement et d'identification. Avec, en pareil cas, cette question empirique mais qui a hanté de tout temps les philosophies politiques : le rapport, dans cette agrégation, entre le « nous » et le « je ». Et aussi la vision que l'on peut y avoir du « ils » : les différents, les étrangers, mais aussi une part du groupe quand celui-ci se scinde et que les « nôtres », on l'a déjà souligné, s'oppose aux « autres ». Les sociétés humaines doivent donc composer avec le temps qui passe et parfois les presse et les compresse, et constitue ainsi une atteinte constante à leur stabilité.

Le premier malentendu possible pour l'historien, on l'aura compris, serait de se perdre lui-même dans les arcanes du temps en pensant le figer à un moment *T*. Tout le sens de ce livre est au contraire de redonner à ce temps son épaisseur et aux sociétés qui s'y meuvent leur part de libre arbitre : leur vivre-ensemble et son histoire proviennent aussi de la façon dont, précisément, elles tentent d'agir sur ce fil du temps. Ce vivre-ensemble, on l'a déjà souligné, induit sémantiquement mais aussi historiquement une acception bien plus volontariste que la notion d'être-ensemble. Un volontarisme qui, au demeurant, dans le cas de l'écosystème républicain, doit être distingué d'une simple logique de rassemblement. Un second malentendu doit être, à cet égard, dissipé : la République, en effet, n'a jamais constitué un régime de total rassemblement. Certes, elle a permis, on le verra, de gérer les différences et les différends par l'arbitrage du peuple souverain, mais elle n'a aboli ni les unes ni les autres au sein de celui-ci. L'observation en a été souvent faite, et notamment dans une phrase maintes fois reprise d'Alfred Sauvy : en substance, la démocratie consiste moins à s'unir qu'à savoir se diviser. Autour, il est vrai, de droits et de devoirs partagés.

Les idéologies de rassemblement, en fait, ont souvent été le terreau des régimes totalitaires, tandis que les démocraties, au contraire, sont fondées notamment sur l'acceptation de ces différences et de ces différends, inhérents aux sociétés humaines. C'est là, du reste, l'un des consentements majeurs qui fondent le vivre-ensemble franco-français. La République, en effet, est bien la somme de ces consentements ou, plus précisément, elle est à la fois la garante et l'incarnation de l'équilibre constant entre les règles dictées par l'intérêt général et de tels consentements qui en permettent la mise en œuvre. L'adversaire politique n'y est donc pas l'ennemi, mais, ontologiquement, le partenaire de cet équilibre et un acteur du répertoire qui se joue sur l'agora.

L'agora ? Au risque de lasser le lecteur, il convient de faire, au seuil de ce livre, une autre précision sémantique. Les mots et leur sens précis, de fait, sont indispensables pour mieux cerner le vivre-ensemble, tant cette notion, on l'a déjà souligné, se trouve à la croisée de plusieurs cercles d'appartenance distincts. À la différence de l'Antiquité classique dont le terme est issu mais où il revêtait un sens plus large, on appellera ici agora le lieu de l'échange et de la délibération politiques. Un tel usage permet de réserver au mot Cité un sens plus extensif et là encore plus large que celui de l'Antiquité, en l'occurrence à cette époque la *polis* grecque : il s'agit plutôt, dans les chapitres qui suivront, de l'ensemble du domaine du vivre-ensemble, dépassant aussi bien le seul corps civique que la seule structure politique en permettant la représentation. En d'autres termes, le faire-société et pas seulement le faire-politique. L'objet de ce livre est en premier lieu la Cité ainsi définie et soudée par des normes acceptées et des valeurs partagées.

La République, entendue dans une telle perspective, n'est donc pas seulement la forme française de la démocratie

libérale mais revêt aussi une dimension quasi anthropologique. Dimension qui, au demeurant, permet au chercheur d'utiliser le mot civilisation sans glisser pour autant dans la mélancolie, voire l'incantation. À condition, il est vrai, de redoubler de vigilance par rapport à un tel objet. Nous autres, historiens français, devons savoir que, à la différence de nos collègues étrangers, nous avons forcément tous en nous, à dose plus ou moins variable, quelque chose de Marianne et que nous devons, pour cette raison même, adopter à son égard un principe de distanciation scientifique qui ne consiste pas à abjurer ce sur-moi républicain, mais, dans l'exercice de notre métier, à le contenir. Dans une telle perspective, l'auteur de ces lignes tiendra par endroits un bref carnet de route non par penchant égotiste, mais plus prosaïquement pour expliciter, si nécessaire, un tel travail de distanciation. Et parfois aussi pour situer ses analyses par rapport à l'imposante littérature historique existant déjà sur le sujet.

Dans ce carnet de route, il est bien sûr nécessaire de commencer par la fin : ce livre a été terminé au temps des gestes barrière. Par-delà le paradoxe que constitue le fait d'étudier le vivre-ensemble d'une communauté nationale au moment où celle-ci se trouvait contrainte par les malheurs du temps à en réduire la réalité, une telle situation ne m'a pas vraiment décentré par rapport au projet initial. Et les pages consacrées à Marianne en crise sanitaire ne sont pas un appendice ajouté *in fine* pour paraître coller à l'histoire immédiate. Cette crise constitue, par sa singularité et son intensité, une sorte de test d'effort, à l'échelle d'une nation tout entière, pour une société française déjà fragilisée depuis plusieurs décennies et dont la fragmentation apparente alors en cours était, on l'a souligné plus haut, l'un des objets de ce livre. De surcroît, bien des analyses que j'avais déjà rédigées quand survint la

tempête sanitaire m'ont paru conserver sinon leur pertinence – ce sera au lecteur d'en juger –, en tout cas leur cohérence : déclin de l'État providence, existence d'une déchirure sociale devenue un véritable champ de failles sociologiques, perte de puissance effective de la V^e République comme ciment de l'État-nation France, autant de points qu'il ne m'a pas semblé nécessaire de reprendre.

Jusqu'au thème de la République thaumaturge, développé dans cet ouvrage et dans l'un de mes livres précédents, qui a pris depuis le printemps dernier une densité particulière : tout comme les souverains de l'Ancien Régime étaient supposés pouvoir guérir la maladie des écrouelles, la République a-t-elle possédé, puis perdu, une aptitude à soigner les plaies et bosses de la société française et de son vivre-ensemble par l'effet de baume de son écosystème ? Par une sorte de malice de l'Histoire, la métaphore a gagné en réalité au fil des derniers mois, mais un tel constat ne dispense pas de revenir à la source historique : la matrice républicaine de notre vivre-ensemble.

PREMIÈRE PARTIE

UNE RÉPUBLIQUE THAUMATURGE ?

1931. La France, pour l'instant, semble être restée à l'abri de la crise économique qui s'est progressivement étendue à une partie de la planète à partir de l'automne 1929. Le 6 mai, l'Exposition coloniale internationale s'est ouverte au parc de Vincennes et 8 millions de Français et de Françaises s'y rendront au cours des mois suivants, et souvent plusieurs fois puisque 33 millions de billets seront vendus. Apparemment, la communauté nationale se voit grande et puissante au miroir d'un Empire dilaté aux dimensions du monde et s'étendant sur près de vingt fois la superficie de la métropole.

À la gloire de l'Empire s'ajoute celle de la Victoire. Douze ans plus tôt, le 14 juillet 1919, la fête nationale s'est doublée d'un défilé commémorant cette Victoire sur les Champs-Élysées : le traité de Versailles a été signé le 28 juin précédent et, en présence des armées alliées, les mutilés ouvrent le défilé, devant les maréchaux Joffre et Foch. « Le sacre de la Victoire », écrira *Le Figaro* du lendemain, et un tableau de François Flameng immortalisera la scène.

Cette communauté nationale paraît soudée dans l'épreuve endurée, mais cette participation à une guerre devenue mondiale ainsi que son rôle, depuis plusieurs décennies déjà, dans l'expansion coloniale européenne indiquent bien

que les Français de 1919 ou de 1931, plus encore que par le passé, sont pris dans des jeux d'échelles qui dépassent les frontières de l'État-nation. Le monde change autour d'eux et, surtout, s'y nouent à cette époque de nouvelles « connexions ». C'est ainsi, en tout cas, qu'en cette même année 1931 l'écrivain Paul Valéry, dans ses *Regards sur le monde actuel*, qualifie les liens que tissent à la surface du globe les nouveaux moyens de communication. Ce monde davantage connecté s'invitera désormais plus qu'auparavant dans le vivre-ensemble français.

Celui-ci, au demeurant, connaît aussi alors des mutations endogènes et aux forces centrifuges s'ajoutent donc, dans les jeux d'échelles auxquels est soumis l'État-nation France, des forces internes également à l'œuvre. L'année 1931 en constitue, du reste, un reflet et fournit, à cet égard, un point de repère précieux et précis : parmi les 41 834 923 habitants décomptés par un recensement général rendu public au mois de mars, les ruraux sont minoritaires pour la première fois dans l'histoire française. Une tectonique des plaques démographiques est désormais à l'œuvre, dont la communauté nationale, à terme, sortira profondément modifiée.

Pour autant, à la même date, cette communauté demeure bien enchâssée au sein de l'écosystème républicain. Ce mot d'écosystème, utilisé notamment il y a une trentaine d'années par Serge Bernstein et Odile Rudelle, nous paraît convenir parfaitement ici pour caractériser cet alliage historique forgé durant les décennies qui suivent la proclamation de la République en 1870 et constitué d'un régime politique victorieux, d'un socle sociologique solide et d'un système de valeurs rapidement partagées. À travers de telles valeurs, Marianne a même acquis, au cours de ces décennies, une teneur anthropologique si dense que l'écosystème, à bien des égards, est devenu civilisation.

Le même Paul Valéry, au lendemain de la Grande Guerre, avait écrit dans *La Crise de l'esprit* : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » S'il songeait en premier lieu à la civilisation européenne, sortie si éprouvée du premier conflit mondial, qu'en est-il alors, en paraphrasant son analyse, de cet ensemble civilisationnel qui s'était constitué en France après 1870 ? La République a-t-elle gardé, après un ébranlement historique aussi rude, sa capacité thaumaturge ? A-t-elle conservé ce don de réunir une communauté nationale dans un processus d'inclusion librement consenti ? C'est en remontant aux origines d'un tel processus que l'on peut tenter de répondre à ces questions, d'autant plus importantes que de cet état de l'écosystème républicain dans l'entre-deux-guerres découle aussi la suite de notre histoire nationale.

CHAPITRE PREMIER

Marianne, la matrice originelle

Le 14 juillet 1919, lors du défilé de la Victoire, la République s'affiche pour ce qu'elle est à cette date : profondément meurtrie mais victorieuse, au terme de la première des grandes conflagrations qui ensanglanteront le ^{XX}^e siècle. Les mutilés placés dans les premiers rangs de ce défilé sont là pour rappeler le lourd tribut humain payé par la communauté nationale et les stries ainsi créées dans la pyramide des âges seront, du reste, à rebond avec les « classes creuses » de la période suivante. Mais victoire il y a bien eu, et les maréchaux, eux aussi en tête de la parade, le proclament, par leur présence, à la face du monde : la France et sa République constituent alors la première puissance militaire du continent européen. L'Exposition coloniale de 1931 représentera, à cet égard, une piqûre de rappel : cette puissance militaire se double d'un empire dilaté aux dimensions de la planète.

LA SOUCHE RÉPUBLICAINE

Victorieuse, la République française l'avait d'abord été sur le plan politique, quelques décennies plus tôt. Et même si l'évocation d'une telle victoire paraît nous éloigner du

XXI^e siècle, son récit, en fait, nous y ramène : c'est bien dans ce passé que peut se lire et s'analyser la genèse de certains des éléments qui structurent encore notre présent. En effet, l'écosystème républicain de l'entre-deux-guerres est le produit d'une histoire déjà longue, qui a vu une progression lente et chaotique de « l'idée républicaine » (Claude Nicolet) tout au long du XIX^e siècle et sa victoire somme toute tardive dans les années 1870. Et c'est précisément une telle histoire qui a conféré à cet écosystème, sur le moment mais aussi par la suite, la plupart de ses traits constitutifs. C'est donc de celle-ci qu'il convient de partir si l'on veut comprendre aujourd'hui, en passant entre-temps par l'avant-hier d'une victoire longtemps différée et acquise seulement à la fin du XIX^e siècle.

La République, définitivement ?

Là encore, avant de poursuivre, une note personnelle s'impose sur le carnet de route. Pour l'étude de l'implantation historique de la République en France, un nom d'historien est essentiel, celui de Maurice Agulhon. Tout en signalant plus loin la dette intellectuelle des chercheurs à son égard pour la compréhension de cet avènement de Marianne, je porterai, pour ma part, davantage mon analyse sur un autre aspect, parfois apparu sous la plume de ce grand historien, mais dans un sens différent de celui que je lui donne dans les pages qui suivent : la civilisation républicaine.

Pourquoi, au demeurant, focaliser cette analyse sur la République et sur l'écosystème qui s'est alors agrégé autour d'elle ? Car, assurément, tout ne commence pas avec celui-ci. Les groupes humains, depuis leur apparition, se sont toujours insérés au sein d'agréats et probablement faudrait-il remonter à l'*homo sapiens*, et même au-delà, pour